

Aéroport à NDDL. Le livre qui accuse

Philippe Créhange

Dans un livre bilan très documenté, l'ex-directeur du Syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest revient sur le dossier politique le plus explosif de ces trente dernières années dans la région. Et tire à boulets rouges sur la médiation qui a conduit Emmanuel Macron et Édouard Philippe à mettre fin au projet de Notre-Dame-des-Landes.

Le 17 janvier 2018, Édouard Philippe annonçait, en présence de son ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot, l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Une décision appuyée sur le rapport d'une médiation a priori pas exempte de tout reproche.

Photo AFP



La démonstration sera critiquée, jugée partielle par celles et ceux qui se sont toujours opposés au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Qui plus est alors que la concertation pour le réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique vient de s'ouvrir. Mais le livre « Autopsie d'un déni démocratique » (*) de Marc Bouchery, ancien directeur du Syndicat mixte aéroportuaire (SMA) du Grand Ouest - la structure qui porta le projet de transfert pour les collectivités locales - et du journaliste Frédéric Beniada n'en est pas moins éclairant. Car dans un style méthodique - même s'il vire trop souvent à l'austérité - l'ouvrage démonte, faits à l'appui, la médiation qui devait aider a priori de manière indépendante et objective Emmanuel Macron et Édouard Philippe dans leur décision sur NDDL, avec la conclusion que l'on connaît.

Une médiation qui pose question

En ligne de mire de la démonstration des auteurs : les trois médiateurs

nommés par le gouvernement d'Édouard Philippe - dont Gérard Feldzer et Michel Badré en tête. Ami de longue date de Nicolas Hulot - il l'hébergea à plusieurs reprises sur sa péniche à Paris - et directeur de sa campagne lors de la primaire d'EELV en 2012, Gérard Feldzer a participé à plusieurs meetings d'Emmanuel Macron et fut même l'un de ses conseillers sur le plan aéronautique, rappellent les auteurs.

Et de révéler cette scène, en juillet 2017 dans un hôtel du nord de Nantes, entre le même Feldzer et Julien Durand, coprésident de l'Acipa, association d'opposants au projet de NDDL. Une rencontre censée être confidentielle mais qui est observée par un adhérent des Ailes pour l'Ouest - les pro-aéroport - se trouvant là par hasard. Un témoin qui « comprend de cette conversation de deux heures que les dés sont déjà jetés ». L'abandon de l'opération a d'ores et déjà été négocié. Il entend ainsi Gérard Feldzer demander à Julien Durand : « Avec l'abandon de Notre-Dame-des-Lan-

des, es-tu en mesure de négocier avec les zadistes pour faire évacuer la zone pacifiquement ? ». Troublant.

Le duel Valls-Royal

À travers ces pages, on plonge également dans l'arrière-cuisine de la politique française et le duel Valls-Royal sous la présidence de François Hollande. Le Premier ministre soutient le projet de nouvel aéroport tandis que la ministre de l'Écologie s'y oppose fermement. Illustration de cette bagarre : une rencontre à l'Élysée entre Hollande, Valls, Royal et les élus locaux après que le tribunal administratif, à l'été 2015, valide les arrêtés environnementaux. Voyant Ségolène Royal s'opposer à la décision de son Premier ministre d'engager les travaux, David Samzun, maire de Saint-Nazaire (44), se lève et s'interroge à voix haute : « C'est qui le patron ici ? ». François Hollande ne bronche pas, révélant un manque criant d'autorité.

On apprend par ailleurs que Ségolène Royal, en 2016, verrouille toute la communication, y compris à la Direc-

tion générale de l'aviation civile (DGAC). Après un énième rejet des recours des opposants, on s'affaire au gouvernement et dans les services, pensant que les travaux vont véritablement être lancés. Les contrôleurs aériens s'entraînent même à décoller et atterrir sur la future plate-forme à travers des simulateurs situés à proximité de Nantes Atlantique. Mais de cela, le grand public n'en saura rien car : « Ségolène Royal ne veut pas en entendre parler et nous avons interdiction de le montrer à toute personne extérieure, expliquent les collaborateurs de la DGAC, en demandant de n'en parler à personne ».

Pour les auteurs, Notre-Dame-des-Landes reste donc « un gâchis démocratique impensable, où le lien entre le citoyen et le vote, où le lien entre le citoyen et les élus aurait été brisés ». Une pilule, on le voit à travers ces lignes, encore dure à avaler dix-huit mois après l'abandon.

* Disponible le 3 juin sur Librinova, à partir de 9,99 €.